Unidroit

INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

COMITE D'ETUDE CHARGE DE L'ELABORATION D'UNE REGLEMENTATION
UNIFORME RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATERIELS D'EQUIPEMENT MOBILES

GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'EXAMINER LES QUESTIONS JURIDIQUES
ET TECHNIQUES SOULEVEES PAR LA CREATION D'UN REGISTRE
INTERNATIONAL

(Première session: Rome, 16-18 avril 1996)

RAPPORT DE SYNTHESE

(préparé par le Secrétariat d'Unidroit)

Rome, avril 1997

1. - Un Groupe de travail du Comité d'étude chargé de l'élaboration d'une réglementation uniforme relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles a été constitué suite à la décision prise lors de la troisième et dernière session du sous-comité du Comité d'étude chargé de l'élaboration d'un premier projet, tenue à Rome du 11 au 13 octobre 1995 (cf. Etude LXXII - Doc. 21), avec pour mandat d'examiner les questions juridiques et techniques soulevées par la création d'un registre international. Ce Groupe de travail a tenu sa première session à Rome au siège d'Unidroit du 16 au 18 avril 1996. Le Secrétaire Général adjoint d'Unidroit, M. W. Rodinò, a ouvert la session le 16 avril à 15h10. M. R.C.C. Cuming, Professeur de droit à l'Université de Saskatchewan, a été élu Président sur proposition de M. Rodinò.

2. - Les experts et les représentants suivants d'organisations internationales intergouvernementales et non-intergouvernementales ont participé à la réunion:

Membres du Groupe de travail

M. J.R. Standell	Conseiller principal adjoint, Administration fédérale de l'aviation - Centre aéronautique, Oklahoma City, représentant le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique
M. T.J. Whalen	Partner, Condon & Forsyth, Washington D.C., représentant le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique

Organisations intergouvernementales

Commission des Communautés européennes	Mme M. Afonso, Administrateur, Unité des transports aériens, Direction générale des transports
Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	M. R. Sorieul, Administrateur
Office central des transports internationaux ferroviaires	M. M. Burgmann, Directeur Général

Organisations internationales non-gouvernementales

Association du transport aérien international	Mme G. Deyhimy, Conseil juridique
---	-----------------------------------

Association internationale
des avocats

Mme L. Curran,
Vice-Président, sous-comité du comité bancaire
sur la constitution de sûretés dans les opérations
internationales

Conseillers

M. J. Wool

Partner, Perkins Coie, Londres;
professeur de droit associé, Université de
Washington; *coordinateur du Groupe de
travail aéronautique/ expert consultant pour
les questions relatives au financement
aéronautique international*

M. H. Rosen

Avocat, Zug; *expert consultant pour les
questions de financement ferroviaire
international*

3. - Le Groupe de travail a été saisi de la documentation suivante:

1) Premier projet d'articles d'une future Convention d'Unidroit relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (arrêté par le Comité de rédaction du sous-comité le 19 décembre 1995 et révisé par celui-ci le 4 mars 1996) (Etude LXXII - Doc. 24);

2) Rapport exploratoire préparé par le Professeur Cuming (Etude LXXIIC - Doc.1).

4. - Le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour qui figure en annexe au présent rapport.

5. - En présentant l'ordre du jour de la session, *le Président* a indiqué que le Groupe de travail n'examinerait pas les aspects technologiques du futur registre international, à savoir les questions liées aux ordinateurs et aux logiciels à utiliser. Ainsi qu'il l'a signalé dans son rapport, il a estimé que le Groupe avait trois objectifs principaux: premièrement, déterminer les caractéristiques fondamentales d'un système moderne d'inscription électronique du type de celui prévu pour être à la base de la Convention proposée; deuxièmement, rechercher les choix politiques possibles pour ceux élaborant un système de ce type et, enfin, examiner les problèmes particuliers soulevés par les besoins spécifiques de certains groupes d'utilisateurs, tels que les milieux du financement aéronautique et les milieux du matériel roulant ferroviaire. A ce propos, il a estimé qu'il était extrêmement peu probable qu'un modèle satisfasse toutes ces différentes catégories d'utilisateurs.

Cependant, il a suggéré que le Groupe devrait s'occuper en premier lieu des caractéristiques d'un futur système d'inscription international qui serait applicable de façon générale. Il a insisté sur le caractère novateur de la mission du Groupe, à savoir qu'il ne disposerait d'aucun modèle international duquel s'inspirer.

Il a expliqué qu'il avait participé à la conception et à la mise en place de systèmes d'inscriptions des sûretés portant sur des biens meubles, dans trois provinces canadiennes. Ces systèmes étaient tous électroniques, en ce sens que tant une inscription qu'une consultation pouvaient être effectuées à partir du terminal d'un ordinateur éloigné; l'un d'entre eux était complètement électronique dans le sens où il excluait toute utilisation du papier. La connaissance qu'il avait de ces systèmes était qu'ils avaient correctement fonctionné et qu'ils n'avaient pas soulevé beaucoup de difficultés. Ils avaient fonctionné assez longtemps - certains pendant quatre ou cinq ans - de sorte qu'il pouvait affirmer avec certitude que la décision de suivre cette voie avait été la bonne. L'expérience canadienne avait de plus démontré que la distance ne constituait pas un problème: à condition de posséder un ordinateur portable avec un modem raisonnablement rapide et des logiciels simples fournis par le registre et d'avoir effectué le paiement des frais appropriés, une personne pourrait à partir de Rome, par exemple, inscrire une déclaration de financement sur le registre d'une province canadienne, consulter n'importe lequel de ces registres et modifier ou effectuer la mainlevée d'une inscription qui pourrait y avoir été effectuée.

En ce qui concerne les dispositions de la Convention proposée relatives à l'inscription, il a signalé que, même si le sous-comité et le Comité d'étude avaient entamé des discussions à propos du futur système d'inscription international et qu'ils avaient en effet inclus, dans le premier projet d'articles, des dispositions portant sur le registre international et sur les modalités d'inscription (cf. Etude LXXII - Doc. 24), il avait été globalement décidé de confier au Groupe de travail la conception du futur registre international. Parmi les caractéristiques du système d'inscription international que le Comité d'étude avait cependant accepté dans l'ensemble, il y avait l'idée que les règles de fonctionnement qui régiraient le registre seraient contenues dans des Règles et non dans la future Convention elle-même. Cette décision avait été dictée par le fait que l'on avait admis que, puisque la Convention était un instrument international et ne pourrait donc pas être facilement modifiée, il serait essentiel d'assurer une flexibilité suffisante dans les règles régissant le futur registre afin de permettre des modifications et des améliorations qui se révéleraient nécessaires de temps en temps. La seconde caractéristique du système de registre international qui avait été convenue par le Comité d'étude était que le système de priorité à mettre en place dans la Convention serait fondé sur le principe du moment de l'inscription. Troisièmement, alors que le champ d'application précis de la future Convention et du système d'inscription international restaient toujours à définir, il est apparu clairement qu'un éventail assez vaste de garanties serait susceptible d'inscription, y compris des sûretés, des garanties réservant le droit de propriété, des contrats de crédit-bail et peut-être aussi des garanties nationales telles que les droits d'exécution des créanciers et les privilèges sans dépossession. En outre, le Groupe de travail aéronautique chargé du registre a également présenté une proposition visant à ce que le registre couvre les transferts de titre de propriété dans certains cas. Quatrièmement, on avait dans l'ensemble admis que le système d'inscription international serait un système d'inscription de déclarations et non un système d'inscription de documents. Cinquièmement, on avait globalement accepté que

le futur système devrait, pour autant que possible, être électronique. Sixièmement, lors de sa deuxième session tenue à Rome du 12 au 16 avril 1996, le Comité d'étude avait décidé de permettre une inscription préalable, à savoir permettre une inscription avant même que le débiteur, dans l'hypothèse d'une sûreté, ait un droit de sorte que la seule condition préalable à l'inscription serait l'existence d'un contrat et non l'acquisition d'un droit. Septièmement, le Comité d'étude avait décidé que toutes les catégories de matériels d'équipement que la Convention devrait couvrir devraient être identifiables séparément, par exemple par le biais du numéro de série du fabricant, et que ce numéro serait utilisé en tant que critère de consultation du registre. Il n'était donc pas prévu qu'une inscription puisse être effectuée sur le nom du constituant, du vendeur ou du preneur. S'il avait été envisagé que le futur registre international fasse essentiellement référence au bien et non au nom, le Comité d'étude avait laissé ouverte la possibilité qu'un registre parallèle faisant référence au nom soit établi, question sur laquelle le Comité d'étude a été invité aussi à donner son avis.

6. - Comme résultat à ces délibérations, le Groupe de travail a pu parvenir à un certain nombre de conclusions provisoires, que voici:

a) *Source des Règles*

Il a été accepté que les Règles qui régiraient le fonctionnement du système d'inscription international seraient de la nature d'une législation supplétive. Il a été aussi convenu que le mécanisme à mettre en place dans cette optique devrait permettre des modifications afin que des mises à jour et d'autres changements dictés l'expérience de leur fonctionnement soient possibles. Il a été accepté de façon générale que la personne responsable des procédures de modifications des Règles serait une autre personne que le greffier international.

b) *Rôle du greffier*

En discutant de cette question, le Groupe de travail a essayé d'identifier le type de registre à envisager. Il a d'abord considéré la situation spéciale existante en matière d'aéronefs où presque tous les pays disposent de bureaux d'inscription, administrés par les autorités locales de l'aviation civile auprès desquels sont effectuées les immatriculations des aéronefs par référence à leur nationalité aux fins de la Convention de Chicago 1944 relative à l'aviation civile internationale et les inscriptions des garanties portant sur des aéronefs aux fins de la Convention de Genève de 1948 relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs. Il a été reconnu qu'il serait nécessaire que le registre international préserve cette facilité. Il a été décidé que cela pourrait se faire en fournissant, à travers les bureaux satellites nationaux, les informations qui iraient par la suite au système d'inscription international. Il a été reconnu cependant que des accords spécifiques devraient être pris pour les Etats qui pourraient ne pas se sentir eux-mêmes capables d'agir comme représentant du registre international.

Dans l'hypothèse d'une inscription effectuée par le biais d'un bureau satellite national, il a été convenu que l'inscription réelle au registre international pourrait être

effectuée directement par les fonctionnaires du registre satellite, l'idée étant alors que ces derniers pourraient avoir un accès direct à la banque de données du registre international.

En ce qui concerne les procédures de vérifications que devront observer les opérateurs des différents registres satellites, il a été décidé que les besoins d'uniformité nécessiteraient l'établissement de Règles élaborant des critères uniformes de base concernant les vérifications de pré-inscription des documents.

En ce qui concerne les biens autre que les aéronefs, la position prise a été qu'il serait probablement irréaliste de prévoir une structure parallèle aux registres satellites envisagés pour les aéronefs. Pour les biens tels que le matériel roulant ferroviaire et les conteneurs, il a été reconnu qu'il était peu probable que des registres satellites puissent être établis et que par conséquent une relation directe devrait exister entre la partie inscrivante et le registre international. Cependant, il a été aussi admis qu'une telle partie inscrivante ne devrait pas avoir un accès direct et immédiat à la banque de données du registre international et qu'un examen par le greffier s'assurant que ce qui rentre dans le registre international est une inscription conforme à un contrat existant devrait exister afin d'éviter les éventuels abus du système. Dans ce contexte, le Groupe de travail a considéré la possibilité d'exiger que la partie inscrivante soumette, avec la déclaration d'inscription, une copie du contrat pertinent. Il a été décidé que le greffier aurait seulement l'obligation de s'assurer qu'un contrat *semblait* exister, c'est à dire qu'il ne devrait pas aller au delà des apparences et vérifier, par exemple, que les signatures au contrat étaient réellement celles des parties nommées dans celui-ci. Une fois que le greffier s'est acquitté en personne du fait qu'un contrat semblait en l'espèce exister, il pourrait effectuer l'entrée directe nécessaire dans la banque de données.

Il a été rappelé que le Groupe de travail avait fait du consentement du constituant à l'inscription par écrit une condition préalable à l'obtention d'une inscription valable dans l'hypothèse d'un contrat constitutif de sûreté (cf. Etude LXXII - Doc. 24 *sous* l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 14). Il a été convenu qu'à cette fin, il serait suffisant pour le greffier de vérifier lui-même que le constituant ait *semblé* consentir, ce qui signifie vérifier la présence de la signature sur le formulaire de consentement, sans devoir vérifier si la signature est réellement celle du constituant. Dans l'hypothèse d'un contrat constitutif de sûreté, la partie inscrivante aurait alors la possibilité de soumettre le formulaire de consentement à la place d'une copie du contrat lui-même.

Il a été suggéré comme solution de dernier recours en cas de déficience du formulaire de consentement, que le greffier pourrait négocier un contrat entre le créancier garanti et le constituant afin d'accorder au premier une procuration pour inscrire une telle documentation. Celle-ci pourrait être exigée par le constituant afin de prouver le pouvoir du créancier garanti de consentir une inscription de sa part.

Il a été admis que la question de la condition du consentement du constituant en vertu de la future Convention était un problème qui devrait être considéré dans le contexte de la procédure de révision effectuée par les registres satellites.

Il a été suggéré que le greffier serait responsable du processus de révision quant aux éventuelles modifications des Règles.

c) *Contrôle du registre international : public ou privé.*

Sur le point de savoir si la gestion du registre international devrait être publique ou privée, il a été accepté qu'au minimum le registre international devrait être sous contrôle public, qu'il soit exercé soit par le Gouvernement ou par une organisation professionnelle. Cependant, son fonctionnement au jour le jour pourrait être de la compétence d'un opérateur contractuel privé.

d) *Besoin d'efficacité et d'économie*

Il y a eu un accord général sur la nécessité que le registre international soit aussi efficace que possible quant au temps nécessaire pour effectuer les inscriptions et les consultations. Il a été aussi décidé que les frais devraient être modérés et fonction du coût de la manipulation plutôt que fondés sur une approche *ad valorem* ou de droit d'enregistrement.

e) *Responsabilité pour erreurs ou omissions*

Il a été décidé qu'il serait en général approprié que le registre international assume la responsabilité jusqu'à un certain niveau pour les pertes subies en raison d'erreurs ou d'omissions dans le fonctionnement du système d'inscription international. Il a également été admis que l'on devrait prendre en considération le rôle joué par les assureurs qui indemnisent les pertes dans les systèmes d'inscription fonctionnant au Canada. Il a été aussi accepté, en considérant les limites maximum de telles indemnités, qu'il faudrait probablement effectuer une distinction entre les aéronefs et les autres matériels d'équipement mobiles, afin de s'assurer que ces limites reflètent réellement la différence de valeur entre les uns et les autres.

f) *Consultation*

Une très longue discussion a eu lieu en ce qui concerne les consultations à distance, à savoir si la banque de données devrait être accessible à toute personne qui avait effectué les accords nécessaires avec le registre. Le seul problème identifié par le Groupe de travail a été celui de la sécurité, serait-il possible d'établir un système permettant des consultations sans avoir accès à la banque de données? Il a été remarqué qu'un tel système avait existé au Canada avant l'introduction de l'accès à distance pour les inscriptions et que ce système avait fonctionné de façon satisfaisante du point de vue de la sécurité. Il a été cependant reconnu qu'il ne pouvait y avoir une sécurité absolue dans une telle matière et en particulier que le risque de fraude était forcément plus important avec un système électronique qu'avec un système manuel.

g) *Possibilité de registres séparés faisant référence aux biens*

L'idée qu'il pourrait exister des registres centraux séparés pour les différents types de biens a été acceptée de façon générale. Il n'en résulterait pas alors nécessairement que le registre central pour les aéronefs serait, par exemple, également celui pour le matériel roulant ferroviaire.

h) *Langues du registre*

Il y eut des discussions approfondies sur les langues à employer en rapport avec ce registre. S'il n'a pas été possible d'arriver à des conclusions définitives, il a été remarqué, dans l'optique d'une décision relative à un système d'inscription de déclaration, et non d'inscription de document, et du fait que la déclaration d'inscription ne contiendrait pas beaucoup de mots mais dépendrait plutôt du numéro de série du bien, que la langue pourrait alors ne pas être un problème aussi considérable qu'elle le serait avec un type différent de registre. Il a semblé approprié que les différents documents d'inscriptions soient établis en un nombre limité de langues, deux ou trois, parmi les plus communément utilisées à travers le monde, bien qu'il ait été reconnu qu'il serait probablement impossible de contenir toutes les langues et tous les alphabets.

i) *Critère de consultation de l'inscription*

Il a été décidé que le numéro de série du fabricant ou tout autre signe d'identification devraient être employés comme critère de consultation d'inscription pour un bien particulier. Un certain soutien a été exprimé en faveur de l'idée d'avoir en plus des informations minimales portant sur le bien, comme sa marque et son modèle, afin de réduire les éventuelles interprétations erronées d'information ou de situations impliquant une fraude.

j) *Compétence*

Une discussion approfondie a eu lieu sur la question du tribunal ou des tribunaux qui devraient être compétents pour connaître des questions relatives au futur registre international. L'idée, énonçant spécifiquement à propos de la Convention que le greffier international ne devrait pas être soumis à un tribunal national et que par conséquent il serait libre de ne pas respecter les décisions qui en émanent, a été soutenue; il a été cependant reconnu qu'il s'agissait essentiellement d'une question politique nécessitant un autre forum que celui du Groupe de travail qui n'offre en la matière aucune compétence particulière. Il a été suggéré qu'une assistance pourrait être cherchée du côté de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. Le Groupe de travail a examiné cependant jusqu'à quel point l'efficacité du registre pourrait être affectée par une décision ne conférant pas compétence à un ou plusieurs tribunaux particuliers mais invoquant simplement une ordonnance personnelle contre les utilisateurs du système du registre d'inscription, laissant au greffier le soin de déterminer jusqu'à quel point de telles ordonnances peuvent être prises en compte dans le registre.

k) *Durée de l'inscription*

Après avoir examiné le modèle canadien qui laisse à la partie inscrivante la responsabilité de choisir la durée de l'inscription, le Groupe de travail s'est opposé de façon générale à une période d'inscription fixe, s'accordant plutôt en faveur d'une durée d'inscription variable, comme c'est le cas au Canada, ou d'une inscription automatique permanente.

Les discussions ont principalement porté sur les mécanismes traitant de la mainlevée, afin de s'assurer qu'une fois la dette libérée d'une façon ou d'une autre, l'inscription ne serait pas conservée sur le registre international. Aucune position claire n'a pu être établie en ce qui concerne la solution la plus appropriée. Il a été reconnu cependant que, même si dans de nombreuses transactions cela serait simplement une question de négociation, quand cela ne le serait pas et que l'inscription a été conservée soit intentionnellement soit par inadvertance par la partie inscrivante, il faudrait trouver un moyen d'obtenir la mainlevée de l'inscription afin de supprimer les incertitudes qui autrement entoureraient le titre de propriété du constituant. Alors qu'une opposition a été marquée en ce qui concerne la suggestion permettant au constituant de pouvoir unilatéralement d'obtenir la mainlevée, il a été reconnu d'un autre côté que, en raison du défaut d'octroi d'un type de compétence juridictionnelle pour les questions relatives au registre qui pourraient être invoquées par le constituant, le problème pourrait autrement devenir insurmontable.

l) *Les risques de retard dans l'inscription*

Le Groupe de travail a examiné la question de la charge des risques du retard dans l'inscription, c'est à dire si l'inscription devait être considérée comme effectuée dès que les documents ont été remis au bureau d'inscription même si la garantie n'était pas à ce moment consultable, ou si l'inscription doit seulement être considérée comme effectuée lorsqu'elle devient consultable. L'idée de rendre l'inscription et la consultation concomitante a été soutenue, cependant des inquiétudes ont été exprimées sur les problèmes que cela pourrait poser.

m) *Inscription pré-contractuelle*

Le concept d'inscription de priorité ou d'inscription pré-contractuelle a été soutenu de façon générale. Selon ce concept, une inscription aurait un effet temporaire avant même qu'un contrat ait été conclu entre les parties et pourrait déterminer les priorités une fois un contrat conclu pendant la durée de cette inscription temporaire. Cependant si aucun contrat n'est conclu durant cette période, l'inscription disparaîtrait.

Il a été accepté que le même principe soutenu en ce qui concerne l'inscription des déclarations d'inscription finale devrait aussi s'appliquer pour l'inscription des déclarations de priorité, c'est-à-dire, premièrement qu'une telle inscription ne serait efficace qu'à partir du moment où elle serait consultable et, deuxièmement, que le consentement du constituant serait nécessaire.

n) *Dispositions de transition*

Le Groupe de travail a discuté des problèmes de transition qui se poseraient dans les cas où il existait déjà une inscription nationale. Il a été accepté que d'importantes mesures de publicité devraient être mises en place afin d'alerter les parties de la nécessité de se soumettre au nouveau système du registre international. Il a été suggéré que d'autres incitations pourraient être proposées pour encourager les parties affectées par la nouvelle Convention d'effectuer une inscription en vertu du nouveau système. Il a été suggéré que, à un moment donné, les parties auraient l'obligation de transférer leur inscription nationale au registre international afin de garantir la fiabilité du nouveau système.

o) *Relations avec les Conventions et les systèmes d'inscriptions existants*

Il a été décidé qu'il serait nécessaire de s'assurer que la future Convention et le système d'inscription internationale concordent avec les Conventions et les systèmes d'inscriptions existants. Il a été remarqué qu'il s'agissait d'une question technique qui nécessiterait un examen attentif par des experts familiarisés avec de tels instruments et registres internationaux.

p) *Correspondance floue*

La position prise a été que le système de correspondance floue utilisé dans les registres canadiens pour rectifier les erreurs effectuées par les parties inscrivantes lorsqu'elles inscrivent les informations à rentrer dans la banque de données ne devrait pas être employé pour un système d'inscription internationale. Il a été remarqué que la correspondance floue créerait des problèmes significatifs avec l'inscription du matériel roulant ferroviaire en raison des séquences spécifiques utilisées par de tels équipements en tant que numéro de série. Il a été accepté de façon générale que la qualité des parties inscrivantes envisagées en vertu de la Convention serait telle qu'elles pourraient raisonnablement prévoir d'inscrire correctement un numéro de série et, si elles commettent une erreur, il serait normal que l'inscription soit nulle.

q) *Vérification*

Il a été accepté que le système d'inscription international devrait employer le système de vérification utilisé par les registres canadiens, à savoir que lorsqu'une inscription était effectuée, le registre enverrait immédiatement une déclaration de vérification à la partie inscrivante. Il a semblé que cela compenserait d'une certaine façon le refus d'employer la correspondance floue dans le système du registre international, chaque partie inscrivante recevrait alors un formulaire l'informant exactement de ce qui a été inscrit dans la banque de données avec comme résultat qu'elle sera chargée de s'assurer que les informations inscrites correspondent à ses souhaits.

r) *Déclaration d'inscription*

Il a été suggéré qu'un modèle de déclaration d'inscription soit établie afin de permettre au Groupe de travail d'avoir une meilleure idée des questions soulevées.

7. - Le Groupe de travail a aussi examiné les dispositions du *premier projet d'articles de la future Convention d'Unidroit relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles* (Etude LXXIIC - Doc. 1, Annexe A) relatif au registre international et à l'inscription de garanties internationales.

a) *Article 4 b)*

Il a été remarqué que cette disposition serait supprimée conformément à la décision prise par le Comité d'étude lors de sa deuxième session d'abandonner le concept de garantie internationale future en vue de sa décision de permettre l'inscription avant que le constituant n'ait acquis des droits sur le bien. Il a été aussi remarqué que cette décision était aussi en accord avec la position au sein du Groupe de travail de permettre les inscriptions pré-contractuelles (cf. § 6 m) *supra*).

b) *Article 4 i)*

Il a été souligné que les mots entre crochets étaient prévus pour traiter de la question de la priorité entre la partie inscrivante, les syndics de faillites et les créanciers chirographaires. Dans cette optique, le Comité d'étude a décidé que, tout en se concentrant essentiellement sur un système de registre faisant référence aux biens, il faudrait néanmoins garder pour le moment la possibilité d'un registre parallèle faisant référence au nom (cf. étude LXXII - Doc. 27, § 39). L'opinion générale du Groupe de travail était qu'il vaudrait mieux ne pas introduire un facteur qui ajouterait une complexité supplémentaire, puisqu'il soulevait le problème de l'inscription précise du nom du constituant en plus d'un alphabet, alors que le numéro de série du fabricant fonctionnait parfaitement bien comme critère de consultation de l'inscription avec tous les différents types de biens envisagés. Il a été suggéré que si l'on pouvait toujours envisager l'opportunité technologique d'employer un critère de consultation autre que le numéro de série des biens, la logique du système envisagé en ce qui concerne les inscriptions et les priorités va plutôt dans la direction d'un système d'inscription faisant référence aux biens.

c) *Article 5*

Le Groupe de travail a examiné les observations du Groupe de travail aéronautique sur cette disposition (cf. Etude LXXII - Doc. 23, Annexe 1, sous Article 4), en particulier en ce qui concerne les registres satellites. Il a été remarqué que l'effet de la proposition du Groupe de travail aéronautique sur les registres satellites serait de conférer un pouvoir de décision totalement nouveau à ces registres quant aux modifications et aux mainlevées d'inscription, bien que les détails précis dépendent nécessairement de la forme finale des Règles. Il a été aussi remarqué en ce qui concerne les aéronefs que l'intention de base était qu'il existerait seulement un point d'accès au système du registre international, à savoir les registres satellites; ainsi un prêteur ne pourrait pas contourner les registres satellites en passant directement par le registre central. Il a été expliqué que le sentiment du Groupe de travail aéronautique en l'espèce était que chaque pays d'inscription d'un aéronef avait un intérêt politique à examiner la prise d'autres garanties greffant cette aéronef et c'était pour cette raison qu'il croyait que la solution à la fois la plus commode et la plus efficace serait que l'inscription en vertu de la Convention proposée soit effectuée dans le même bureau où

les inscriptions sont effectuées en vertu des Conventions de Chicago et de Genève. Il a été expliqué qu'une décision permettant que l'inscription soit uniquement effectuée dans un bureau rendrait le future système international beaucoup plus simple.

d) *Article 14*

Le Groupe de travail a pris note des observations du Groupe de travail aéronautique en ce qui concerne cette disposition (cf. Etude LXXII - Doc. 23, Annexe 1, sous Article 17), en particulier de la proposition visant à ce que le consentement à l'inscription de toutes les parties au contrat et non pas seulement celui du constituant soit nécessaire et à l'introduction du concept de "déclaration de priorité" (cf. § 6(m) *supra*). Cependant, le Groupe de travail a estimé en général qu'il n'avait pas pour instructions de discuter des recommandations du Groupe de travail aéronautique qui soulevaient des questions de politique en ce qui concerne le champ d'application de la future Convention, question sur laquelle le Comité d'étude ne s'était pas encore prononcé définitivement.

Le Groupe de travail a remarqué que le paragraphe 3 de l'article 14 devrait être modifié à la lumière de sa décision de prendre le moment où l'inscription est consultable et non pas celui de la réception de la déclaration d'inscription, comme critère approprié pour l'efficacité de l'inscription.

Le Groupe de travail a ensuite remarqué que le paragraphe 4 de l'article 14 faisait référence au concept de durée variable d'inscription qui avait été accepté par le Groupe de travail (cf. § 6 k) *supra*)

Il a aussi été remarqué que le paragraphe 5 de l'article 14, qui a été essentiellement rédigé en ayant à l'esprit le système de correspondance floue, devrait être révisé à la lumière de la décision du Groupe de travail de ne pas employer un tel système comme critère de consultation des inscriptions. Ainsi, alors qu'une irrégularité relative au nom du créancier garanti ou du constituant ou même relative à la description du bien par catégorie et non pas par le numéro de série pourrait ne pas avoir d'influence sur la validité de l'inscription en vertu de cette clause, cela ne serait pas le cas en ce qui concerne une irrégularité relative au numéro de série du bien.

e) *Article 15*

Il a été remarqué que cet article devrait être modifié afin de faire référence au système d'inscription à deux branches (registre central/registres satellites) qui était maintenant envisagé, au moins pour les aéronefs.

Le Groupe de travail a aussi examiné les recommandations du Groupe de travail aéronautique concernant cette disposition (cf. Etude LXXII - Doc. 23, Annexe 1, sous Article 18), en relevant que, selon la forme définitive des Règles, la preuve rapportée à cet égard comme étant nécessaire pour soumettre des modifications d'inscription et des déclarations de mainlevées pourrait comprendre des décisions de tribunaux locaux.

f) *Article 16*

Il a été expliqué que le but de cette disposition était, lorsque l'existence de l'inscription était mise en question dans une procédure judiciaire, de permettre la présentation de la preuve de celle-ci devant le tribunal sous la forme d'un certificat d'inscription. Il a été reconnu qu'il ne serait pas possible de consulter le greffier international en personne à chaque fois.

Des doutes ont été exprimés sur l'opportunité de conserver le mot "rang", figurant entre crochet dans cette disposition, et il a été suggéré que cela serait probablement superflu dans un système censé être informatisé. Il a été expliqué que ce mot n'était pas cependant censé faire référence à la question juridique des priorités mais simplement couvrir une situation de fait pouvant se produire si un nombre important de déclarations d'inscriptions arrivait en même temps, dans un sac postal par exemple, et que chacune se voyait attribuer un numéro différent pour refléter l'ordre dans lequel les inscriptions ont été traitées

Il a été décidé que les Règles devraient aborder la question de la structure temporelle à employer pour déterminer le moment de l'inscription afin de couvrir les anomalies qui résulteraient autrement du décalage horaire. Il a été suggéré que la question du temps devrait être réglée par l'ordinateur du registre central.

g) *Article 17*

Il a été remarqué que cette disposition disparaîtrait à la suite de la décision d'abandonner le concept de garantie internationale future (cf. § 7 a) *supra*).

Le Groupe de travail a pris note dans ce contexte des recommandations du Groupe de travail aéronautique en ce qui concerne la priorité d'une partie inscrivant une "déclaration de priorité" (cf. Etude LXXII - Doc. 23, Annexe 1, sous alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 22; §6 m) *supra*).

h) *Article 18*

Il a été remarqué que cette disposition, traitant de la question difficile de responsabilité du registre international, soulève des questions primordiales de politique auxquelles il faudrait répondre avant de commencer à rédiger.

8. - *Le Président* s'est engagé à examiner les dispositions supplémentaires relatives aux registre international et à l'inscription de garanties internationales qui seraient nécessaires ainsi que les modifications qu'il faudrait apporter aux dispositions y relatives présentes dans le premier projet d'article à la lumière des conclusions provisoires du Groupe de travail et à préparer un projet révisé de ces dispositions pour le soumettre au Comité de rédaction du Comité d'étude afin de les inclure dans le texte révisé présenté au Comité d'étude lors de sa troisième session qui se tiendra à Rome du 15 au 21 janvier 1997. Il a indiqué qu'il souhaiterait l'assistance d'autres participants du Groupe de travail, en particulier M. Wool en raison des nombreuses recommandations du Groupe de travail aéronautique portant sur ces questions. Il a été décidé que les participants du Groupe de

travail pourraient présenter des commentaires, sous la forme par exemple de commentaires de ce rapport, avant sa prochaine session. Il a également été convenu qu'une seconde session du Groupe de travail devrait se réunir après la troisième session du Comité d'étude afin de permettre l'incorporation des modifications de rédaction qui pourraient être nécessaires à la lumière des travaux du Comité d'étude. On espérait que le Groupe de travail pourrait avant sa deuxième session commencer à aborder les aspects technologiques de l'établissement du futur système d'inscription international. Il a été remarqué que l'intention était que le Comité d'étude puisse, une fois examinées les dispositions de fond de la future Convention, examiner les dispositions relatives à l'inscription résultant du Groupe de travail. Il a été accepté que des Règles seraient rédigées par la suite.

9. - A la demande du Groupe de travail, M. Wool s'est engagé à entreprendre des consultations au sein des milieux aéronautiques et des organisations internationales pertinentes afin de préciser davantage les questions examinées lors de la réunion du Groupe de travail et M. Rosen s'est engagé à entreprendre des consultations similaires au sein des milieux du matériel roulant ferroviaire et des organisations internationales pertinentes.

COMITE D'ETUDE CHARGE DE L'ELABORATION D'UNE REGLEMENTATION
UNIFORME RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATERIELS D'EQUIPEMENT MOBILES

GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'EXAMINER LES QUESTIONS JURIDIQUES ET
TECHNIQUES SOULEVEES PAR LA CREATION D'UN REGISTRE INTERNATIONAL

(Première session: Rome, 16-18 avril 1996)

ORDRE DU JOUR

1. - Election du Président
2. - Approbation du projet d'ordre du jour
3. - Observations préliminaires du Président
4. - Discussion des éléments de la Convention proposée relatifs à l'enregistrement
5. - Caractéristiques possibles d'un registre international (cf. Etude LXXIIC - Doc. 1)
 - (i) enregistrement de déclaration ou inscription de document
 - (ii) le rôle du greffier
 - (iii) la déclaration d'inscription (sur papier et/ou par transmission électronique)
 - (iv) le critère de consultation du registre
 - (v) la (les) langue(s) du registre
 - (vi) durée de l'enregistrement
 - (vii) garanties contre l'abus du droit d'effectuer ou de maintenir une inscription
 - (viii) quand l'inscription est-elle effectuée (lorsque la déclaration est reçue ou lorsqu'elle est susceptible d'être consultée)
 - (ix) le rôle de la publicité ou de la connaissance
 - (x) effets des erreurs dans les informations relatives à l'enregistrement (notamment le critère de consultation du registre)
6. - Compétence pour les questions relatives au registre
7. - Responsabilité pour les erreurs commises dans l'administration du registre
8. - Un seul registre ou plusieurs registres spécialisés (par ex. registre pour les aéronefs, registre pour le matériel ferroviaire roulant, registre pour les biens cosmiques spatiaux, etc.)
9. - Le rôle possible des bureaux d'enregistrement nationaux ou régionaux
10. - Questions logistiques liées à la création du registre (registres)
11. - Divers